

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 EVRY-COURCOURONNES CEDEX

EVRY-COURCOURONNES CEDEX, le
10/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/04/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAFETY KLEEN FRANCE (ex SOPIA)

ZAC LA PLAINE BASSE
91350 Grigny

Références : D2023
Code AIOT : 0006504281

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/04/2023 dans l'établissement SAFETY KLEEN FRANCE (ex SOPIA) implanté ZAC LA PLAINE BASSE 91350 Grigny. L'inspection a été annoncée le 18/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du suivi de ses obligations de déplacer ses activités.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAFETY KLEEN FRANCE (ex SOPIA)
- ZAC LA PLAINE BASSE 91350 Grigny
- Code AIOT : 0006504281
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SAFETY KLEEN réalise une activité de prestation de services auprès d'industriels. Cette prestation consiste en la mise à disposition de produits de dégraissage (lessiviel de dégraissage, solvant, diluant, fontaine de dégraissage). Les fontaines mises à la disposition des industriels sont donc en location. La société fournit des fontaines équipées en solvants classiques ou lessiviels (la partie solvant classique diminue de plus en plus au profit du lessiviel qui ne présente pas de phrases de risques) mais répond également à des clients pour du diluant (domaine de l'application de

peinture : nettoyage des pistolets et autres outils...). La société SAFETY KLEEN assure la fourniture des produits neufs et la reprise des produits usagés. L'évacuation des déchets est réalisée directement par la société SAFETY KLEEN qui se charge de regrouper ceux-ci sur son site de Grigny avant de les envoyer vers des filières de traitement.

L'activité de la société n'est donc pas un traitement de déchets mais un transit et regroupement de ceux-ci avec une gestion de produits neufs. La société reconditionne les produits et déchets avant de les diriger vers les sites utilisateurs ou les centres de traitement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion du site

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	situation administrative	Arrêté Préfectoral du 12/08/2021, article 1.2.1, 1.2.3.2, 1.2.3.3	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
2	consommation eau, disconnexion	Arrêté Préfectoral du 12/08/2021, article 4.1.1.1 et 4.1.1.2 et 4.2.1.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	inondation	Arrêté Préfectoral du 12/08/2021, article 4.1.1.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	plan réseaux	Arrêté Préfectoral du 12/08/2021, article 4.2.1.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
8	Plan ZAR	Arrêté Préfectoral du 12/08/2021, article 8.2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
9	réentions	Arrêté Préfectoral du 12/08/2021, article 8.5.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
10	poteaux incendie	Arrêté Préfectoral du 12/08/2021, article 8.8.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
12	Délimitation du site	Arrêté Préfectoral du 12/08/2021, article 8.8.6.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
13	foudre	Arrêté Préfectoral du 12/08/2021, article 8.4.6	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
15	GEREP	Arrêté Préfectoral du 12/08/2021, article 5.1.7.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	suivi eaux superficielles	Arrêté Préfectoral du 12/08/2021, article 4.4.1.2	/	Sans objet
6	prescriptions particulières 2	Arrêté Préfectoral du 12/08/2021, article 9.7, 9.8	/	Sans objet
7	Consignes	Arrêté Préfectoral du 12/08/2021, article 2.1.2, 8.6.4, 8.8.4	/	Sans objet
11	prescriptions particulières	Arrêté Préfectoral du 12/08/2021, article titre 9	/	Sans objet
14	Registres - traçabilité	Arrêté Préfectoral du 12/08/2021, article 9.3, 9.6, 9.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs écarts ont été identifiés. La poursuite des activités sur le site est fortement perturbée au regard des obligations de déplacement de la société. De plus, la société est toujours en discussion avec la société CIM, propriétaire des terrains.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2021, article 1.2.1, 1.2.3.2, 1.2.3.3
Thème(s) : Situation administrative, situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Rubrique 3550 et 2718-1 (A) Cûve de 35 m³ de solvant usagé</p> <p>4 m³ en fûts de 25 l de diluants</p> <p>15 m³ en cubitainers de 1 m³ de produits lessiviels</p> <p>cumul : 52 tonnes</p> <p>Rubrique 1436 (NC) 63 t de solvants (neuf ou usagé)</p> <p>Rubrique 4331 (NC) 7 tonnes de diluant (neuf et usagé)</p> <p>Rubrique 4734 (NC) une cuve de GNR</p> <p>[...] Le flux de déchets réceptionnés par l'établissement est de l'ordre de 800 tonnes dont environ 80 % concerne le lessiviel usagé, 10 % le solvant usagé et 10 % le diluant usagé.</p> <p>[...] La zone de chalandise de l'établissement de GRIGNY est la suivante : - partie sud de la région parisienne jusqu'au nord du département du Loiret (45) - départements 10, 18, 21, 41, 36, 58.</p> <p>Constats : il ressort qu'à la date du 30 juin 2023 (16h14), que l'établissement n'a pas établi sa déclaration GERE. Cette déclaration aurait permis de vérifier les tonnages acceptés sur l'année 2022. L'exploitant n'a pas indiqué de changement depuis la visite de 2021. il confirme que le produit lessiviel est majoritaire dans le cadre de ses activités. Dans le cadre de l'origine de ses déchets, il manquerait le département 89. L'exploitant indique que son site satellite de Troyes (10) a été contrôlé en septembre 2022 par l'inspection de la région Grand Est. Il indique que le lessiviel usagé de ce site n'est plus repris par GRIGNY. Les équipements visés par l'arrêté n'ont pas été modifiés excepté la cuve de 12 m³ de lessiviel usagé en lieu et place des 15 cubitainers de 1 m³ (cuve installée une semaine avant la visite d'inspection de la DRIEAT de 2021 : cf courriel de l'exploitant du 15/12/21).</p>
Observations : L'exploitant fournira le tonnage traité en 2022.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : consommation eau, disconnexion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2021, article 4.1.1.1 et 4.1.1.2 et 4.2.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé mensuellement et porté sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>(consommation : 250 m3)</p> <p>[...]</p> <p>Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.</p> <p>[...]</p> <p>Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
Constats : La société a indiqué que le volume d'eau prévu dans l'arrêté n'a pas été dépassé. L'eau est utilisée pour les besoins du personnel ainsi qu'une partie pour le nettoyage de l'atelier. La procédure interne spécifie clairement que les eaux de nettoyage ne sont pas rejetées à l'égout (élimination en tant que déchets).
Observations : L'exploitant confirmera si le site est équipé d'un disconnecteur. L'exploitant fournira les documents relatifs au suivi et l'entretien de ce dispositif.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2021, article 4.1.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, PPI Seine
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'altitude des équipements importants pour la sécurité est supérieure à la cote des plus hautes eaux connues. A défaut, ils doivent pouvoir exercer leurs fonctions, y compris en cas de submersion.</p> <p>L'exploitant doit respecter les prescriptions du Plan de Prévention des Risques d'Inondation de la Seine et notamment les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le stockage des produits, en particulier ceux susceptibles d'être polluants, doit être réalisé en récipients étanches et arrimés ou au-dessus de la cote des plus hautes eaux connues, - Les orifices de remplissage doivent être étanches et les débouchés de tuyaux d'évents placés au-dessus de la cote des plus hautes eaux connues, - Les citernes doivent être ancrées ou arrimées, - Les dispositifs d'assainissement doivent être conçus et implantés de façon à en limiter l'impact négatif en cas de crue. <p>L'exploitant prend, en outre, toute disposition pour pouvoir, en cas de montée des eaux ou d'annonce de crue :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Évacuer ou mettre hors d'atteinte les produits qui pourraient avoir un impact sur l'environnement. - Évacuer tout le matériel mobile hors d'atteinte des eaux de crue. - Arrêter et mettre en sécurité ses installations. <p>Des consignes de sécurité sont élaborées à cet effet et portées à la connaissance du personnel.</p> <p>Chaque crue donnera lieu à des relevés des niveaux atteints, des conditions d'écoulements et des dégâts occasionnés.</p> <p>L'exploitant est tenu de mettre à jour et de fournir à l'inspection des installations classées une fiche d'information actualisée avant le 31 décembre de chaque année</p>
<p>Constats : L'inspection a sollicité l'exploitant sur le respect des prescriptions. L'exploitant doit disposer notamment des données relatives à l'ancrage des cuves (côtes NGF, type de fixation...) ainsi qu'être en capacité de présenter la fiche annuelle relative au mode de gestion du site en cas de crues.</p>
<p>Observations : L'exploitant ne dispose pas des éléments demandés.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : suivi eaux superficielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2021, article 4.4.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, suivi rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies : Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°1 Paramètre Concentrations instantanées (mg/l) MES : 100 DCO : 300 DBO5: 100 Indice hydrocarbures:5 Le débit de fuite maximal des eaux pluviales vers le milieu naturel est de 1 l/s/ha. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués. Une analyse annuelle de la qualité des eaux pluviales est réalisée par l'exploitant sur les paramètres précités.
Constats : L'exploitant a réalisé son analyse 2023 sur ses rejets aqueux. Les teneurs sont inférieures aux valeurs seuils de l'arrêté.
Observations : Une copie des résultats est à communiquer à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : plan réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2021, article 4.2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, plan
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none">• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)• les secteurs collectés et les réseaux associés• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : Le schéma des réseaux n'a pas été mis à jour. La partie alimentation AEP doit être ajoutée sur le plan (disconnecteur, compteur, vannes).
Observations : Le plan doit être actualisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : prescriptions particulières 2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2021, article 9.7, 9.8
Thème(s) : Risques accidentels, suivi cuves
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : 9.7 Suivi Détecteurs de niveau</p> <p>L'exploitant met en place des détecteurs de niveau pour les cuves de solvants neuf et usagé ainsi que pour les cuves de produits lessiviels. Ces détecteurs sont effectifs d'ici un an à compter de la signature du présent arrêté préfectoral.</p> <p>9.8 Suivi</p> <p>L'exploitant réalise des inspections trimestrielles de l'état des cuves (contrôle visuel des peintures, traces de corrosion...) ainsi que des recherches de fuites (contrôle visuel des canalisations, vannes....).</p> <p>En parallèle des contrôles visuels, une recherche de fuites via l'utilisation de détecteurs portatifs ou de détecteurs fixes est établie également au minimum de manière trimestrielle.</p> <p>Un contrôle mensuel de l'état des rétentions est réalisé. Les nettoyages nécessaires suite à ces contrôles sont portés dans un registre. Les effluents contenus dans les rétentions sont analysés par des méthodes rapides de contrôle avant leur rejet.</p> <p>Constats : Des détecteurs de niveau sont présents sur les cuves. L'exploitant a acheté des détecteurs de fuite fin 2022. Les contrôles ont été réalisés fin février 2023 pour le 1er trimestre. La cellule HSE ou le responsable travaux sont chargés de la réalisation de ces contrôles. Les résultats de ces contrôles sont consignés dans un registre informatique. Ce registre a été présenté pendant l'inspection.</p>
Observations : Ce point n'appelle pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Consignes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2021, article 2.1.2, 8.6.4, 8.8.4
Thème(s) : Risques chroniques, consignes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1/L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.</p> <p>L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.</p> <p>2/Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. <p>Constats : L'exploitant a fait réparer les portes de ses bungalow. L'exploitant établit un inventaire du contenu de ses bungalow (le lundi avant 10h30 pour les évacuations prévues le jeudi). Les bungalows font partie des installations contrôlées tous les trimestres.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Plan ZAR

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2021, article 8.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, ZAR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p> <p>Constats : L'exploitant a communiqué par courriel du 27 avril 2023 le plan des zones à risques.</p> <p>Observations : Au regard du plan transmis et des activités exercées au sein de l'atelier (activités de remplissage et présence de produit), l'exploitant doit mettre à jour les risques au sein de l'atelier.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2021, article 8.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p>Constats : Les produits sont stockés sur rétention, néanmoins, il a été constaté le jour du contrôle qu'une fuite d'huile hydraulique au niveau d'un chariot élévateur était laissé sans surveillance. Cette huile s'écoulait par conséquent vers le regard d'eau pluviale.</p>
<p>Observations : Le personnel du site doit s'impliquer plus fortement dans la gestion des déversements. En effet, l'inspection a déjà reçu des signalements sur la qualité des rejets de la société.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : poteaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2021, article 8.8.3
Thème(s) : Risques accidentels, poteaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m ³ /h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ; L'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle de la ressource en eau incendie. Il effectue une vérification périodique (a minima semestrielle) de la disponibilité des débits.
Constats : Un poteau incendie est situé à proximité du site EDF (transformateur) mais ce dernier est à 220 m de l'entrée du site. D'autres poteaux sont identifiés dans le secteur d'étude.
Observations : L'exploitant ne dispose pas d'éléments sur les poteaux incendie situés à proximité de l'établissement (débit notamment et date de contrôle). L'exploitant doit disposer d'un plan identifiant les poteaux avec leurs caractéristiques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : prescriptions particulières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2021, article titre 9
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différentes zones de l'établissement ainsi que les différentes capacités de stockages ont clairement identifiées. Les volumes maximum, visés à l'article 1.2.3.1 sont par ailleurs également spécifiquement indiqués. L'exploitant établit et maintient une organisation assurant la traçabilité des déchets admis, de leur origine jusqu'à leur évacuation finale.
Constats : Les volumes sont affichés sur les cuves.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Délimitation du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2021, article 8.8.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Limites propriété
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitation du site est réalisée en cohérence avec le PPRT applicable à la zone d'étude comprenant les sociétés citées à l'article 8.8.6. Toute modification des conditions d'exploitation qui conduirait à une augmentation significative de la vulnérabilité des tiers est interdite.</p> <p>Conformément au PPRT des sociétés CIM et Antargaz approuvé le 4 avril 2018, la société SAFETY KLEEN doit par ailleurs dans le cadre de la gestion des risques identifiés au sein du PPRT déplacer ses activités et les limites de son site, sous un délai d'un an, afin que ses installations soient hors du périmètre des aléas TF et TF+.</p>
<p>Constats : L'exploitant indique que la société CIM ne souhaite pas le déplacement de la société sur la partie réservée tant qu'elle rejette dans les réseaux connectés à ceux de la CIM. Malgré les études fournies par la société SAFETY KLEEN, la société CIM reste sur sa position. La situation est bloquée. La société CIM a fait passer un géomètre en 2023 afin de vérifier le respect des distances d'éloignement sur le site de la société SAFETY KLEEN. Un report de 4m environ est constaté sur site. Ce report est effectif depuis mars 2021. Au regard des cartes en vigueur relatives aux zonages du PPRT, cette distance ne serait pas encore suffisante : il faudrait encore au moins 1 m de report. De plus, la gestion de la cuve compartimentée pose problème car cette dernière présente des effets sortant du site et impactant la société CIM. L'exploitant indique que l'espace supprimé génère une surcoût économique car la société doit augmenter le nombre de rotations. Tous les mardis, le lessiviel sale est évacué du site. Concernant les machines, les rotations se font tous les mercredis (auparavant, la rotation était d'une fois par mois). La société réalise un bilan des volumes stockés à l'instant t tous les lundis.</p>
<p>Observations : L'exploitant ne respecte pas le zonage prévu dans le PPRT. De plus, les impacts liés à la présence de la cuve compartimentée sortent du site et touchent la société CIM. Des propositions techniques sont toujours en attente de l'inspection. L'exploitant a indiqué par courriel du 3 février 2023 que ces mesures seraient proposées prochainement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2021, article 8.4.6
Thème(s) : Risques accidentels, foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.</p> <p>L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.</p> <p>Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.</p> <p>Au regard des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.</p> <p>Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.</p> <p>[...]</p>
Constats : L'exploitant a indiqué qu'une commande avait été passée en 2017.
Observations : L'exploitant doit communiquer les résultats de l'étude commandée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Registres - traçabilité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2021, article 9.3, 9.6, 9.1
Thème(s) : Risques chroniques, traçabilité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>9.1 Information préalable</p> <p>Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant doit demander au détenteur du déchet une information préalable sur la nature de celui-ci :</p> <p>Les informations à fournir sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la provenance et notamment l'identité et l'adresse exacte du détenteur du déchet • la quantité estimée du lot de déchet • les caractéristiques physiques du déchet ainsi que leur apparence (odeur, couleur, apparence physique) ; • le résultat des éventuelles analyses menées, • le code du déchet conformément à l'annexe II du décret n° 2002-540 du 18 avril 2002 ; • les modalités de la collecte et de la livraison ;

- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation.

L'ensemble de ces informations préalables est nécessaire à l'établissement d'un certificat d'acceptation préalable.

L'information préalable est conservée au moins cinq ans par l'exploitant.

9.3 registre

L'exploitant établit et tient à jour un registre des déchets entrants.

Le registre des déchets entrants contient au moins, pour chaque flux de déchets entrants, les informations suivantes :

- la date de réception du déchet ; — la nature du déchet entrant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet entrant ;
- le nom et l'adresse de l'installation expéditrice des déchets ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement susvisé ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive susvisée.

9.7 Registre dechets sortants

Le registre des déchets sortants contient au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes :

- la date de l'expédition du déchet ;
- la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet sortant ;
- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement susvisé ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive susvisée ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

Constats : L'exploitant ne procède pas à de vérifications de la radioactivité compte tenu que les déchets récupérés sont les produits vendus par sa société. La société utilise désormais TRACK DECHETS. L'agrément de transport de déchets a été renouvelé dernièrement. L'exploitant indique qu'environ 4500 BSD sont édités par semaine pour l'ensemble du territoire national. L'exploitant a communiqué 2 BSD ainsi que le registre déchets (tableur excel) du 24 au 27 avril 2023. Le BSD référencé BSD-20230418-4CPQECZ5D (202304202240) est correctement complété. Le BSD-20230326-0YH3YZ0QJ est correctement complété.

Observations : Le BSD référencé BSD-20230418-4CPQECZ5D (202304202240) indiquant que la société correspondant à la destination finale a bien réceptionné et traité les déchets, sera à transmettre. (de même pour le BSD-20230326-0YH3YZ0QJ).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : GEREP

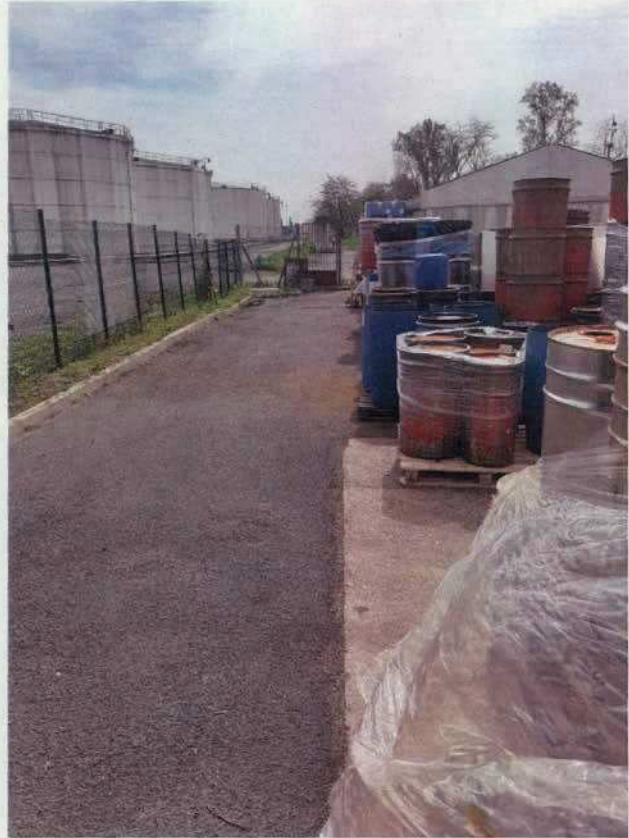
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2021, article 5.1.7.2
Thème(s) : Risques chroniques, GEREP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets dangereux et non dangereux conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.
Constats : A la date du 10 juillet 2023, l'exploitant n'avait pas établi sa déclaration GEREP, bien que l'inspection l'ait relancé par courriel du 23 juin 2023.
Observations : La déclaration GEREP n'a pas été établie. L'application étant désormais fermée, l'exploitant ne peut plus la déposer.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

**PLANCHE PHOTOS SAFETY KLEEN
VISITE 27 AVRIL 2023**

Rétention



Zone libre entre CIM et Safety



Regard intérieur rétention cuve compartimentée



stockages extérieurs



Vue générale



Intérieur d'un des 2 bungalows



Quai



Fuite huile hydraulique



Intérieur atelier



